

# eco

ÉDITION FRANCOPHONE



ÉDITION FRANCOPHONE

Abonnez-vous  
gratuitement

ECO est publié par les ONG. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP20 de Lima. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à [ecodiffusion-subscribe@rac-f.org](mailto:ecodiffusion-subscribe@rac-f.org) mais aussi sur notre site [www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20](http://www.rac-f.org/ECO-a-Lima-COP20) et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

## COP20 : CELA NE DÉPEND PLUS QUE DE NOUS

Nous sommes très heureux d'être à Lima, et ECO est prêt à passer aux choses sérieuses. La COP20 doit proposer des mesures suffisamment porteuses de confiance pour renforcer l'action climatique et pour assurer le succès de la COP de Paris l'année prochaine. Les rouages sont déjà en place :

- La présidence de la COP 20 au Pérou a fait preuve de son engagement et a fait d'importants efforts pour orienter les négociations sur le bon chemin.

- L'accord climatique pris par les Etats-Unis et la Chine, suivant l'exemple de l'UE, a apporté un élan positif pour les négociations politiques tout en faisant pression sur les traînants et arriérés qui prônent l'inaction du G2 pour ne pas avoir à se salir les mains.

- Le GIEC pointe du doigt les résultats des dernières études qui montrent le besoin urgent pour des mesures environnementales plus radicales ainsi que les conséquences grandissantes de l'attentisme.

- Le Fonds vert pour le climat voit enfin la lumière au bout du tunnel, et dispose désormais d'engagements financiers à hauteur de 9,7 milliards de dollars. Même si cette annonce est la bienvenue, cela ne doit pas effacer le besoin pressant d'une augmentation des financements dans le cadre du nouveau traité.

Ces annonces et avancées sont-elles suffisantes pour

initier des mesures porteuses de confiance à travers le monde, pour consolider les fondations d'une plus grande volonté politique et pour assurer le succès du sommet de Paris ? ECO l'espère vraiment, mais soyons clair, ce n'est que le début et ces annonces d'adaptations et de réductions doivent être vues comme un point de départ que Paris devra élargir et développer.

L'accord à Paris va reposer sur trois décisions clés qui doivent être prise à Lima : les éléments de l'accord de 2015, les niveaux d'exigence des iNDC (contributions nationales), et les moyens de montée en puissance des ambitions pré-2020. Ces résultats vont permettre de définir les contours d'un nouvel accord global.

Alors, regardons d'un peu plus près. Le texte final doit inclure un objectif de long terme de suppression progressive de toutes les émissions de combustibles fossiles et

l'introduction progressive de 100% d'énergie renouvelables le plus tôt possible, mais pas plus tard qu'en 2050.

Nous attendons également des objectifs pour la finance publique avec la mise en place d'un régime solide et honnête de MRV (mesures et vérifications); un objectif d'adaptation mondiale, qui permet à l'adaptation d'être intégrée à l'accord ; et un plan de travail renforcé de deux ans pour opérationnaliser immédiatement la perte du mécanisme de pertes et dommages de Varsovie et de lui assurer une place appropriée dans l'accord de 2015.

Pas si simple, non ? Eh bien, ne vous inquiétez pas, comme toujours, ECO est là pour vous aider. Dans cet esprit, nous avons aussi hâte de voir l'inclusion d'un rôle accru pour la société civile dans le texte.

Pour être clair, nous avons de grands espoirs pour le texte sur les iNDC. Les iNDC devront inclure la question de l'atténuation avec des contributions régulières, tous les 5 ans, en commençant par les pays mettant en avant leurs contributions pour le cycle de 2020-2025, la fourniture et la mobilisation du financement dans le cadre de l'effort mondial de partage équitable et des contributions d'adaptation volontaire.

(suite p2)



Image : Lutheran World Fund / Sean Hawkey

(suite de la p1)

De plus, toutes les contributions actuelles et futures devront subir une évaluation saine et équitable de leur adéquation à participer à une ambition forte et assurer que certains pays ne verrouillent pas le niveau d'ambition.

Le premier tour des INDC donnera le ton pour l'avenir. Nous sommes vraiment décidé à faire les choses bien et il n'y a aucune exagération à dire que le futur de la civilisation humaine telle qu'on la connaît repose sur toutes nos épaules. Chaque étape compte. Notre capacité à atteindre un accord post-2020 à Paris dépend des progrès que nous faisons entre maintenant et 2020.

Sur la finance, pre-2020, c'est simple : les pays développés doivent présenter une feuille de route expliquant comment ils vont respecter leur engagement de 100 milliards de \$ et doivent livrer des engagements additionnels au fonds vert pour le climat (GCF) (cela vaut pour l'Austra-

lie, l'Autriche, la Belgique, l'Islande et l'Irlande) sans pour autant laisser le fonds d'adaptation se dessécher.

Nous avons besoin de la finance et d'un ensemble de moyen de mise en œuvre et d'assistance pour saisir le potentiel inexploité dans les pays et les secteurs qui peuvent fournir les plus grandes ambitions de réduction des émissions, ainsi que pour aider les communautés vulnérables qui font déjà face aux changements climatiques.

Sur la réduction, qu'est-ce que le dernier rapport du GIEC nous apprend ? Tous les pays doivent augmenter leurs engagements pré-2020 de réduction des émissions et mettre en place de réelles actions concrètes. Comme nous l'avons vu session après session, les impacts des changements climatiques ne correspondent pas aux chronologies de la CCNUCCC; l'atmosphère voit ce que nous faisons, pas ce que nous pensons. La pression est là mais ECO est confiant dans le fait que nous pouvons y répondre. Nous avons beaucoup de travail à faire, il n'y a pas de temps à perdre.

## Les subventions aux énergies fossiles n'ont nulle part où se cacher

Et si nous démarrions cette COP en faisant un point rapide sur les avancées (ou l'absence d'avancée) sur la sortie des énergies fossiles – et plus particulièrement dans les pays développés ? Les scientifiques ont démontré que les réserves existantes de ces combustibles sont bien plus importantes que notre budget carbone dans un scénario où on maintient la hausse des températures à +2°C maximum. Pourtant, les gouvernements continuent de subventionner l'exploration et la production de combustibles fossiles. Ainsi, ECO veut rappeler ses engagements pour en finir avec ces énergies du passé.

Il y a eu récemment des signes encourageants. La France prévoit de s'aligner sur les Etats-Unis, le Royaume-Uni et les Pays-Bas en limitant fortement le financement de crédit à l'exportation pour les projets de charbon dans les pays en développement. Bien que cette étape soit la bienvenue, ECO suggère qu'une telle démarche doit avoir un calendrier clair, et que ces pays doivent prendre des mesures

concrètes pour éliminer toutes les subventions aux combustibles fossiles. Les pays développés n'ont aucune excuse pour tout retard supplémentaire sur ce point.

En outre, un point crucial : les pays doivent immédiatement arrêter leur soutien à l'exploration de nouvelles réserves de combustibles fossiles. Un rapport récent a estimé que le G20 dépense 88 milliards de dollars par an pour soutenir l'exploration. Dans le même temps, le GIEC –entre autres- nous avertit que la grande majorité des réserves qui existent actuellement doivent être laissées inexploitées.

Il est plus qu'urgent d'éloigner les fonds et l'investissement publics de l'industrie des énergies fossiles, qui a largement contribué à la crise climatique actuelle. ECO estime qu'il y a de bien meilleures façons de dépenser cet argent – les financements climat par exemple ?

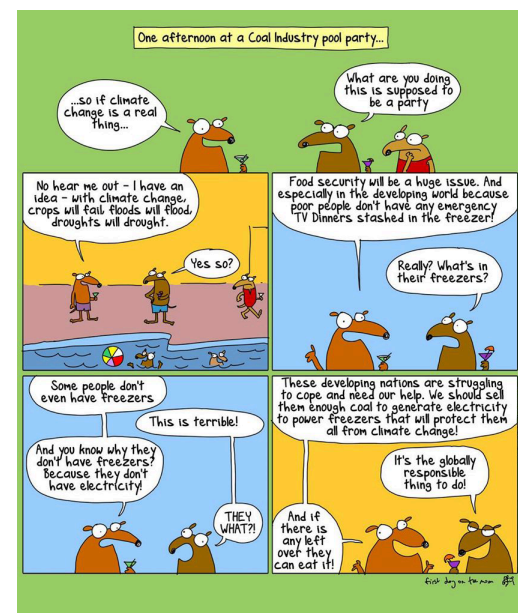
**Pour un débat stimulant sur l'élimination des combustibles fossiles, rendez-vous à 18h au Pavillon UE !**

## Jeûne pour le climat aujourd'hui

La photo (en page 1) a été prise lors de la Veillée pour le Climat, à l'extérieur du Pentagonito (le centre de conférence de Lima). Elle montre Christiania Figueres, Secrétaire exécutive de la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques, et Manuel Pulgar-Vidal, Ministre de l'environnement Péruvien et Président de l'ouverture de la Conférence des Parties (COP20). Cette veillée aux chandelles marque la célébration de la première année de jeûne mensuel effectué dans le monde entier par des groupes religieux et environnementalistes appartenant au mouvement « Fast for the Climate » (Jeûne pour le Climat).

Aujourd'hui, à l'occasion de l'ouverture de la COP 20, cet événement marque le record du plus grand jeûne pour le climat, puisque l'ensemble de la Nation des Iles Tuvalu a appelé à jeûner et à débarrasser les tables dressées partout dans le monde.

Il est possible de retrouver les jeûneurs dans la zone C à l'heure du déjeuner et la Conférence de presse du mouvement « Jeûne pour le Climat » à 15h en salle 2.



### REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction et à la traduction de ce numéro : Marie Atinault, Florent Bahuaud, Simon Coquillaud, Pierre-Emmanuel Julia, et Philippine Waterkeyne.